

L'Humanité Rouge



Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75006 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 300

vendredi 4 juillet 1975

La veuve d'un ouvrier communiste nous écrit

«Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge sont les continuateurs du combat qu'a entrepris tout jeune mon mari...»

Marseille le 28-6-75

Chers camarades,

Si je vous écris aujourd'hui c'est pour exprimer mon soutien au combat mené par les militants communistes diffuseurs de l'Humanité rouge et participer à la souscription pour que la classe ouvrière ait à nouveau son journal afin de faire triompher l'idéal communiste.

Mon mari, ouvrier mineur puis métallurgiste, a toujours vécu pour cet idéal. C'est dans la Rhur occupée par les troupes françaises que, jeune soldat, il a appris auprès des éléments avancés de la classe ouvrière allemande, à connaître le marxisme-léninisme avant d'adhérer au jeune Parti communiste issu du congrès de Tours. Après avoir contribué à développer la CGTU dans le bassin houiller d'Auzin-Valenciennes, il étudie le marxisme-léninisme au pays du grand dirigeant communiste qu'était Staline. Dès son retour en France, il est volontaire en Espagne républicaine où il sert dans différentes unités des Brigades internationales comme commissaire politique puis commissaire de guerre. Résistant dans le Nord de la France, il échappe de peu à la Gestapo et devient ouvrier métallurgiste dans le midi où il est délégué CGT. En longue maladie, victime du capitalisme qu'il n'a cessé de combattre, silicosé à 100 % par suite de ses 20 premières années de travail comme mineur de fond, il meurt en 1968 après une terrible agonie. Bien que jusqu'à la fin membre du P«C»F, il eut plusieurs fois l'occasion d'exprimer son désaccord avec la ligne anti-ouvrière que prônait ce parti.

Si je viens donner 1000 F à l'Humanité rouge c'est parce que je pense que les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge sont les continuateurs du combat qu'a entrepris tout jeune mon mari pour l'idéal qu'il m'a fait connaître et partager ce même idéal qu'ont renié les dirigeants du Parti communiste français.

VIVE L'HUMANITE ROUGE
QUOTIDIENNE !

GENNEVILLIERS : L'OPPOSITION AU SOCIAL- FASCISME SE DEVELOPPE

Après la diffusion du tract anti-ouvrier de la section P«C»F locale que nous avons publié en fac similé dans l'Humanité rouge d'hier, la mairie révisionniste de Gennevilliers a remis ça : dans un tract diffusé à la population elle appelle celle-ci «à exercer sa vigilance pour déjouer les manœuvres d'éléments provocateurs dont l'activité irresponsable pourrait avoir de graves conséquences».

Mais cela n'est pas du tout du goût des travailleurs et plusieurs formations politiques ont dénoncé les attaques révisionnistes contre les masses populaires. C'est ainsi que plusieurs organisations dont la section PSU de Chausson et des militants CGT et CFTD inorganisés politiquement ont diffusé un

tract dans lequel on peut lire : «Pour nous diviser, pour intimider nos camarades immigrés toujours actifs dans cette lutte le pouvoir arrêta lundi à 19 heures trois immigrés dans leur foyer. C'est la nuit suivante que des jeunes, excédés par la présence provocatrice des CRS, attaquaient les flics avec des projectiles divers. Ils exprimaient ainsi leur colère, n'acceptant pas de rester inactifs et en aucun cas ce n'était l'œuvre de provocateurs «gauchistes» comme on a voulu nous le faire croire. Pourquoi voir dans toute action combatrice une provocation ?»

L'Humanité Rouge soutient totalement ce point de vue qui reflète les réflexions d'un nombre toujours plus important de travailleurs.

Le camarade blessé à l'oeil par les nervis fascistes du P«C»F va mieux

Des membres du Comité de rédaction de notre journal ont rendu visite au camarade victime de violences sociales-fascistes lors de la manifestation du 26 juin. Ils ont trouvé le camarade en excellente forme morale plus déterminé que jamais à combattre le révisionnisme et le social-fascisme pour le triomphe de la révolution prolétarienne en France. Son œil va mieux grâce aux soins attentifs des médecins et

des travailleurs médicaux qui le suivent. Les nombreux témoignages de fraternelle solidarité manifestés par des travailleurs démontrent que face au révisionnisme et au social-fascisme les masses populaires ne manquent jamais de soutenir les marxistes-léninistes. C'est ainsi que des ouvriers des Câbles de Lyon de Bezons se sont rendus auprès du camarade à plusieurs reprises.

UN KOLLABO AU "FIGARO"

Robert Hersand vient donc de faire main basse sur le «Figaro». Hersand c'est le type même de la réaction la plus répugnante. Antisémitisme, kollabo et Je notoriété publique escroc, tel est l'individu. Petit protégé des nazis il créa un mouvement kollabo, «Jeune front» puis un autre, «Jeunesses nationales». La prose de cet individu pue le racisme. En 1945 il sera arrêté pour kollabo-

ration et condamné à l'indignité nationale. Mais la bourgeoisie ne pouvant que rehabiler les siens, il sera amnistié, et en 1956 au terme d'une campagne électorale menée à coups de millions il devient député.

Le voilà maintenant propriétaire du «Figaro» qui ainsi reste fidèle à ses traditions. Telle est la «liberté de la presse» selon le capital.

LA DÉLÉGATION DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE QUITTE PÉKIN POUR REGAGNER SON PAYS

Pékin, 2 juillet 1975 (Agence Chine-Nouvelle) - Après avoir terminé sa visite amicale en Chine, la délégation des communistes marxistes-léninistes de France conduite par le camarade Jacques Jurquet a quitté hier soir Pékin par avion pour regagner son pays.

A son départ, la délégation a été saluée à l'aéroport par Keng Piao et Fen Hsuan, membres du Comité central du Parti communiste chinois et respectivement chef et chef-adjoint du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois, ainsi que par Li Siao-pai, Mao Pao-tchong et Tchao Hsiue-li, responsables des services intéressés dudit département.

Au cours de son séjour en Chine, la délégation a visité Pékin, Tchongking, Nantchang et Louchan, ainsi que des usines et des écoles. Elle s'est promenée en bateau aux trois gorges du Yangtsé. Partout où elle s'est rendue, la délégation était l'objet d'un accueil chaleureux des camarades responsables des comités de parti et des masses locaux.

Pourquoi l'état d'urgence en Inde?



Calcutta est une des villes les plus pauvres du monde ; sous la domination réactionnaire d'Indira Gandhi, il y a plus d'un million de chômeurs et des centaines de milliers de sans-abris.

Voici quelques jours, Indira Gandhi a proclamé «l'état d'urgence» en Inde, après avoir fait arrêter des milliers de dirigeants de l'opposition et d'autres personnalités des quatre coins du pays. Une censure complète de la presse a été mise en place. Une atmosphère de terreur règne dans les grandes villes. Prétexte d'Indira Gandhi : «la sécurité de l'Inde est gravement menacée». Qu'en est-il exactement ?

Chacun sait que le premier ministre Indira Gandhi a été démise de ses fonctions de député, le 12 juin dernier par la Cour d'Allahabad pour corruption et fraude électorale lors des élections de 1971. Aussitôt, des voix se sont élevées d'un bout à l'autre du pays pour exiger la démission du premier ministre : des grandes manifestations se sont multipliées dans les grandes villes. Indira Gandhi, prise

de peur, a engagé une répression féroce.

Voilà dix ans qu'Indira Gandhi s'efforce de défendre les intérêts de la classe des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie du pays. Dans son discours proclamant «l'état d'urgence» elle a eu l'audace de se présenter comme défenseur du «système démocratique». Mais la réalité est tout autre. Répression des mouvements révolutionnaires, répression des masses travailleuses qui combattent pour un mieux-être et des droits démocratiques, surveillance de la presse : voilà toute sa politique qui tourne autour d'une phrase-clé : «Indira, c'est l'Inde, et l'Inde c'est Indira!».

Dans son discours, elle a prétendu avoir pris des «mesures progressistes

pour le bien des simples citoyens indiens» : en réalité, l'économie ne tourne pas rond ; la production stagne, les prix montent en flèche ; il manque cruellement des céréales et les pauvres meurent de faim dans l'Inde d'Indira Gandhi !

On connaît l'une des causes de cette situation économique désastreuse pour le peuple indien : c'est le pillage que pratique l'impérialisme soviétique à grande échelle en Inde. «Aide» financière qui permet de s'approprier les richesses du pays, mise sur pied de «sociétés mixtes» au profit de Moscou, prêts aux intérêts faramineux... Voilà comment Brejnev et Chérchenine profitent de l'Inde, dont ils veulent faire une base pour leurs visées expansionnistes en Asie du Sud. N'est-ce pas par l'Inde interposée qu'ils s'en sont pris au Pakistan en 1971 :

n'est-ce pas eux qui ont encouragé l'annexion pure et simple du Cachemire et du Sikkim récemment par leurs valets indiens ?

On comprend en conséquence que seul le «parti communiste» pro-soviétique n'ait pas été touché par la répression... Brejnev applaudit et applaudit Indira Gandhi sur laquelle il compte bien pour poursuivre sa politique de rapine et d'expansion en Inde, et être en bonne place pour rivaliser avec l'autre superpuissance en océan indien. Brejnev se veut le grand patron, Indira le sous-fifre... Mais l'Inde appartient au peuple indien, et il n'est pas dit, qu'il acceptera longtemps encore Indira et sa domination réactionnaire, ni la main-mise de son pays par le social-impérialisme russe. Bien au contraire.

Le Cambodge se reconstruit

Le 26 juin dernier, une émission radiophonique de «La voix du Front uni national du Cambodge» a indiqué que d'importantes réalisations sur le plan de l'édification économique avaient déjà eu lieu dans le Cambodge libéré. C'est ainsi, notamment, que la production a repris dans nombre d'usines endommagées par l'ennemi.

Par exemple, dans la province de Battambang, le travail a pu reprendre dans les usines textiles, les usines de décortication du riz et celle fabriquant des sacs de jute.

Pour ce qui concerne la ville de Phnom Penh, «La voix du FUNK» a indiqué que la production a repris dans des usines textiles, une usine de batteries électriques, une usine de fabrication de pneus d'automobile, une papeterie et une usine de fabrication de sauce de soja ainsi que celles qui produisent des accessoires et outils pour la fabrication des machines industrielles et agricoles. Des usines pharmaceutiques et d'é-



Les paysans cambodgiens construisent une digue à Kratié.

quipements médicaux sont en cours de réparation.

«La voix du FUNK» a souligné que ces succès acquis dans la

construction du Cambodge nouveau l'ont été grâce aux efforts énergiques et efficaces des soldats et des ouvriers révolutionnaires.

DEPECHE

Palestine : Le Congrès de la Fédération générale des paysans palestiniens s'est terminé le 23 juin dernier. Une déclaration publiée le 28 juin fixe l'objectif de la Fédération : soutenir la révolution palestinienne, renforcer la position des paysans et des masses palestiniennes à l'intérieur et à l'extérieur de la terre occupée et aider la réalisation de la solidarité du mouvement des paysans arabes.

Etats-Unis : Deux espions soviétiques viennent d'être arrêtés à Washington par le FBI pour avoir remis à la mission soviétique à l'ONU un document secret sur l'OTAN préparé à l'intention du gouvernement US. La «guerre secrète» bat son plein... à l'image de la rivalité entre les deux superpuissances.

Honduras : Quelque 6 000 paysans venus de trois provinces du Honduras ont marché le 25 juin sur Tegucigalpa, capitale du pays, pour demander la terre et la mise en liberté des paysans arrêtés.

Au cours du dernier mois, environ 10 000 paysans dans plus de 100 localités de 10 provinces ont mené une lutte pour arracher de la terre aux propriétaires fonciers réactionnaires. Les autorités ont arrêté 136 paysans.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
19h30-20h30	sur 45,7 et 42,5 m
20h30-21h30	sur 45,7 et 42,5 m
21h30-22h30	sur 45,7 et 42,5 m
22h30-23h30	sur 42,7, 42,4 et 42,9 m

Heures de Paris	Longueurs d'ondes
17h	sur 31 et 42 m
22h	sur 31, 42 et 215 m
23h30	sur 31, 41 et 206 m

TIRANA

Nantes GREVE A LA CPIO

Les travailleurs de la CPIO, filiale de Renault employant 1 600 personnes environ, sont en grève depuis le 24 juin pour : augmentation uniforme de 130 F, garantie des primes (que la direction rogne pour le moindre prétexte, même pour maladie), réduction d'horaire (de 43 à 40 heures en deux ans).

Telles sont leurs justes revendications, d'autant plus justes qu'ils ont connu 10 jours de chômage technique et travaillent à des cadences réputées dans la région.

Mettant immédiatement en place des piquets de grève, empêchant toute sortie ou entrée de marchandises, les travailleurs montrent une grande détermination. Ils ont rejeté à la quasi unanimité la tendance conciliatrice et défaitiste à accepter le diktat de la direction : «ouvrez les portails, on ouvrira les négociations».

Ainsi, pour la première fois, la production est totalement interrompue et la direction, à son grand dépit, a dû faire arrêter «la centrale» (le cœur de l'usine).

La direction a également fait venir quelques huissiers et engagé une procédure contre quatre délégués, selon une pratique devenue courante. Sans doute vise-t-elle aussi à décapiter le mouvement.

Nul doute que les travailleurs qui entrent maintenant dans une phase d'organisation plus poussée de leur lutte ne s'en laisseront pas compter.

Les communistes marxistes-léninistes qui interviennent depuis quelques temps déjà sur cette entreprise ont diffusé un tract appelant à la lutte le jour même où la grève a été déclenchée et continueront à soutenir activement les travailleurs.

Correspondant H.R.

GENERAL MOTORS (Strasbourg) Grève contre les licenciements

Les ouvriers se sont mis en grève les 23, 24, 25 et 26 juin à la suite d'une tentative de licenciement. Les ouvriers ont lutté pour la réintégration de leur camarade et en même temps pour une augmentation de salaire de 200 F pour tous. La centrale thermique, le cœur de l'usine, a été coupée. Les travailleurs ont refusé la proposition de la direction du trust US : 5 % d'augmentation. «Les augmentations au pourcentage favorisent les cadres qui ont déjà de hauts salaires», disent les travailleurs. Devant la détermination des travailleurs la direction est revenue sur sa décision de licenciement. Pour l'augmentation de salaire elle se montre intransigeante sachant que l'usine ferme pour congés annuels à partir du 28 juin. La direction a utilisé le lock-out le 26 juin, violant les lois de l'Etat bourgeois. Le préfet a refusé de recevoir une délégation : les dirigeants du P.C.F. accordaient beaucoup d'importance à cette démarche semant des illusions sur la nature du préfet. Comment un préfet, entièrement au service de l'Etat capitaliste, peut-il être présenté comme un arbitre dans un conflit qui oppose les travailleurs à leurs exploités ? Comment peut-on laisser entendre d'autre part que le nouveau directeur sera peut-être plus favorable à négocier que le précédent et qu'il faut donc commencer par négocier ? Comment peut-on dire aux travailleurs qu'ils auront peut-être moins envie de se battre dans un mois parce qu'ils auront besoin d'argent à ce moment-là ?

Tout cela est une curieuse façon de soutenir les travailleurs dans leur combat face à l'exploitation capita-

liste. C'est pourtant ce que font les dirigeants locaux de la CGT-P.C.F. Les travailleurs de la General Motors en sont les témoins.

Le P.C.F. insiste aussi sur le fait que la General Motors est une usine d'un trust américain et propose la nationalisation ; il cherche par là à faire croire que beaucoup de problèmes seraient alors résolus. Ce que le P.C.F. cache soigneusement c'est le fait qu'à Renault, entreprise nationalisée, 17 ouvriers ont été licenciés dernièrement et que l'ouvrier P. Overney a été tué par la milice patronale de Renault : Renault est une entreprise nationalisée et pourtant l'exploitation de l'homme par l'homme n'a pas été supprimée. S'il est juste de vouloir mener une politique indépendante vis-à-vis des USA, l'une des superpuissances, il est indispensable de dénoncer la tentative CGT-P.C.F. de placer notre économie sous la domination russe (comme c'est déjà le cas pour les pays de l'Est). *Ce que propose le P.C.F. consiste ni plus ni moins à détourner les travailleurs de la voie révolutionnaire pour perpétuer le système capitaliste et pour favoriser le social-impérialisme.*

Les trusts US sont des brigands, mais la nouvelle bourgeoisie russe n'a rien à leur envier sur ce plan. Dénonçons l'impérialisme US mais aussi et surtout le social-impérialisme russe, encore moins démasqué. Dénonçons aussi ceux qui veulent réformer la société pour perpétuer le capitalisme : en premier lieu les révisionnistes, les agents de la bourgeoisie infiltrés dans le mouvement ouvrier et agents du social-impérialisme dans la nation.

Correspondant H.R.

Nouvelles luttés en Alsace

Grève aux «Plaquettes Industrielles» de Markolsheim... et victoire contre les licenciements :

Du jeudi 23 au lundi 27 juin, 95 % des 250 salariés se sont mis en grève : les 12 licenciements prévus ont été supprimés.

Victoire à la fabrique Weber de Binsheim (fermetures et volets roulants) :

Les 52 ouvriers se sont mis en grève le 18 juin et ont obtenu des augmentations de salaires et 6 heures d'information syndicale par an.

Grève à l'ANPE :

A l'appel de la CFDT, 85 % du personnel des ANPE du Bas-Rhin s'est mis en grève le 24 juin pour «lutter pour un meilleur fonctionnement des services, pour des conditions de travail viables et pour une gestion plus juste du personnel». Il s'agissait d'un mouvement de grève national.

Grève du personnel des redevances RTF (ex-ORTF) :

Les grévistes protestent contre «les très graves atteintes aux droits que les agents de la redevance ont acquis, notamment en matière de salaire et de retraite» et en particulier contre «la perte moyenne de 28 % des salaires».

La grève a commencé à la mi-juin.

1 000 à 2 000 manifestants à Guebwiller :

Cette manifestation traduit le mécontentement des travailleurs de cette région durement frappés par les licenciements et les réductions d'horaires.

Correspondant H.R.

AOIP-Morlaix UNE SEMAINE DE GREVE

Les travailleurs de l'AOIP viennent de mener la lutte pendant plus de 10 jours (dont 5 de grève totale) pour obtenir la satisfaction de leurs revendications : 5e semaine de congés, 1 200 F de prime de vacances, alignement des salaires sur la région parisienne...

Dès le 27 mai, la CGT appelle les travailleurs à débrayer le lendemain, en ignorant la nouvelle section CFDT alors que l'unité d'action au niveau de l'AOIP Morlaix avait été décidée. La CFDT se lance dans le mouvement.

Les divisions syndicales sont rapidement surmontées à la base et pendant la semaine de grève du 2 au 7 juin, tous les travailleurs, CGT, CFDT et non-syndiqués de l'entreprise organisent des actions de masse : assemblées générales, informations, manifestations...

Si les ouvriers de base CGT sont bien décidés à lutter, il n'en va pas de même au sommet. Ainsi le 4 juin, 300 ouvriers morlaisiens venus informer leurs camarades de Guingamp et les inviter à la lutte se voient fermer la porte au nez par les dirigeants P.C.F. de la CGT qui font tout pour démobiliser et pour isoler l'AOIP Morlaix. Les travailleurs de Morlaix constatent ainsi que toute l'information a été bloquée aussi bien à Guingamp qu'à Paris par les dirigeants CGT qui sont un peu le «deuxième patron» de l'AOIP.

Finalement, la division entretenue par les dirigeants révisionnistes fera échouer la lutte, aucune revendication importante n'étant satisfaite.

Le bilan est loin d'être négatif pour les travailleurs :

1) Les travailleurs se sont rendus compte qu'une entreprise a beau être coopérative ou nationalisée, elle n'en reste pas moins une entreprise capitaliste où le profit est le seul maître.

2) Les travailleurs ont constaté que pour faire aboutir leurs revendications, ils devront se battre non seulement contre la direction mais aussi contre les dirigeants révisionnistes de la CGT et du P.C.F. qui font tout pour démobiliser les travailleurs et pour isoler leur lutte s'ils ne la contrôlent pas totalement.

3) Les travailleurs et surtout les travailleurs de l'AOIP ont engagé la lutte contre le travail au rendement qui permet de surexploiter l'ouvrier au détriment de sa santé.

4) Enfin cette grève aura montré que seule l'unité à la base et dans l'action, syndiqués et non-syndiqués permet de réaliser une mobilisation massive, qui seule permettra de faire aboutir leurs revendications.

Correspondant H.R.

MONTPELLIER HOPITAL SAINT-ÉLOI : LES EMPLOYÉS DÉNONCENT LES MANŒUVRES DES BONZES SYNDICAUX RÉVISIONNISTES

Suite aux échecs des pétitions et délégations à la DDASS des mois précédents, la direction CGT seule, en collusion avec FO, décidait une grève de 24 heures le vendredi 20 juin.

Mais ce mot d'ordre de grève fut parachuté sans consultation préalable des travailleurs, avec les modalités habituelles ; on ne pointe pas mais on va travailler dans les services et l'administration récupère une journée de travail gratis, à 10 heures petite manifestation à la préfecture où on refuse de nous recevoir.

Ils voulaient prouver une fois de plus, aux travailleurs qu'ils défendaient leurs intérêts.

CANTOU : DES TRAVAILLEURS DÉNONCENT LA SOUSSION AU PATRON RÉVISIONNISTE

Après l'expulsion du foyer par les CRS, les grévistes du Cantou ont organisé un meeting de solidarité le vendredi 20 juin, qui a rassemblé 200 personnes environ. Le permanent de l'UL CFDT était présent. Pris à parti par une participante sur le sabotage de la lutte par des responsables locaux CFDT, un de ceux-ci, le permanent Caizergues, expliqua clairement que l'UL ne pouvait soutenir les travailleurs en lutte quand ceux-ci attaquent des patrons de gauche.

Ainsi démasqués, les responsables locaux furent justement critiqués par

l'efficacité de telles manœuvres pour la satisfaction de nos justes revendications ne trompe plus personne, mais elles produisent chez les travailleurs écœurement, démobilisation ; et c'est bien là le but recherché par les dirigeants révisionnistes.

La CFDT a refusé de cautionner encore une fois ces manipulations. Dans un tract elle affirmait «Seule l'attitude offensive des travailleurs, unis à la base et dans l'action, permettra de remporter des victoires. Cela nécessite que la décision et les modalités de la lutte soient prises par les travailleurs syndiqués et non-syndiqués réunis en assemblée générale souveraine».

Correspondant HR

l'ensemble des personnes présentes mais reçurent le fervent appui des trotskystes. A la sortie, ces derniers avaient l'audace de vendre une brochure ordurière sur la juste lutte classe contre classe des travailleurs du Cantou.

Mais pour les travailleurs c'est de plus en plus clair : les directions syndicales qui protègent les patrons, un directeur membre du P.C.F., qui leur envoient les flics et les trotskystes qui applaudissent sont des ennemis des travailleurs.

Correspondant H.R.

ABONNEZ-VOUS A
L'Humanité
LE QUOTIDIEN DE LA CLASSE OUVRIERE
22 Nus (1 mois) 22 F
Nom.....
Adresse.....

Au nom de la "liberté" et de la "non-violence"

LA BOURGEOISIE REPRIME LES TRAVAILLEURS

Dans la période actuelle de montée des luttes revendicatives de la classe ouvrière et des masses populaires, il est tout à fait remarquable de voir quels efforts les bourgeois de tout acabit font pour accrédi-ter l'idée qu'ils sont contre «la violence» et pour «les libertés»...

Mardi 1er juillet, le vice-président du CNPF, Yvon Chotard, était interrogé sur la chaîne de télévision TF1.

Après avoir annoncé que «plus de cent usines sont occupées et que cinq séquestrations de cadres sont intervenues dans la semaine», Y. Chotard a déclaré : «La violence appelle la violence et je crois qu'il est temps de marquer un coup d'arrêt à cette escalade (...). Pour notre part, nous condamnons toutes les formes de violence. Ce n'est pas par la violence que nous apporterons des solutions aux problèmes de l'heure».

Il a menti ! Il n'est pas vrai que la bourgeoisie condamne toute violence. Pas vrai non plus qu'elle n'espère pas solutionner par la violence les problèmes de l'heure. Sinon pourquoi aurait-elle envoyé les CRS à Chausson par exemple ? La vérité est que la bourgeoisie use quotidiennement de la violence. Elle commence lorsqu'elle exploite jusqu'à la moelle des millions d'ouvriers, lorsqu'elle les fait trimer en négligeant toute mesure de sécurité, allant jusqu'à provoquer d'innombrables «accidents» du travail. Elle continue lorsqu'elle les fait travailler, comme au «Parisien-libéré», sous la surveillance des chiens policiers. Et n'a-t-elle pas encore recouru à la violence lorsqu'elle envoie sa maîtrise foncer en voiture dans un groupe de grévistes comme cela s'est produit récemment à Clichy aux Câbles de Lyon ?

La violence n'est pas au-dessus des classes, Chotard et ses compères le savent bien, eux dont les mains délicates resteront à jamais tîchées du sang de milliers de travailleurs... Mais passons, chacun le sait : la bourgeoisie a toujours essayé de faire croire que la lutte des classes n'était qu'une vue de l'esprit.

Par contre ce que tout le monde ne sait pas c'est que les révisionnistes adoptent la même attitude que le reste de la bourgeoisie.

Eux aussi nient la lutte des classes. Ainsi, dans «L'Humanité» blanche du 2 juillet, tout ce qu'ils trouvent à reprocher à Chotard et aux capitalistes, c'est qu'ils utilisent les flics «à leur convenance» pour réprimer les ouvriers. Comme s'ils s'étonnaient que ladite police appartienne à la bourgeoisie. Comme s'ils ignoraient que l'État bourgeois est au service et exclusivement au service des capitalistes...

Ainsi ils parlent de «violence» en général et ils la «condamnent» comme telle, cela va bien avec leur pseudo-théorie de «passage pacifique au socialisme». Mais ce n'est pas tout. Ils cherchent à minimiser la répression fasciste des luttes et ne voient dans les propos de Chotard et du CNPF qu'une tentative «d'élever l'intimidation au niveau de la politique nationale». «Il s'agit, disent-ils, de faire croire que la lutte sociale met la France à feu et à sang» ; sous-entendu : «ne vous inquiétez pas, ce n'est pas si grave que ça... et surtout ne tombez pas dans le panneau, ne vous avisez pas de riposter et d'engager la bataille contre la répression.»

Enfin ils reprochent à Chotard de nier les luttes des ouvriers et de n'y voir que «des "violents" qui méritent des violences». Mais, messieurs les révisionnistes, ne faites vous pas de même ? Que dites-vous des travailleurs de Chausson ? Comment les appelez-vous ces travailleurs combattifs et déterminés à arracher satisfaction sur leurs justes revendications quand ils harcèlent les CRS qui occupent l'usine de Gennevilliers ? Est-ce que ce ne sont pas les pontes de votre section de Gennevilliers qui tournent sans arrêt en voiture autour de l'usine en clamant que «des provocateurs sont parmi nous» incitant ainsi les travailleurs à se battre entre eux ?

La vérité est que derrière les paroles «non-violentes» des révisionnistes, c'est la violence contre-révolutionnaire qui se cache. Les dirigeants révisionnistes ont beau déplorer, en paroles, tout ce qu'ils veulent, ils arrivent de moins en moins à cacher aux travailleurs leurs agissements. Contre «la violence» les dirigeants révisionnistes ? Non. Ce sont eux qui provoquent la tension entre les travailleurs, aux portes de Chausson, ils sont allés jusqu'à frapper certains manifestants qui voulaient prendre position devant les CRS et les harceler. Ce sont eux qui envoient leurs nervis fascistes, hystériques, contre des travailleurs

révolutionnaires qui manifestent sur les justes mots d'ordre du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Ce sont eux qui font appel aux CRS pour matraquer les militants marxistes-léninistes qui diffusent «L'Humanité rouge». Ce sont eux qui ont ordonné au service d'ordre du syndicat du Livre CGT d'empêcher, par la violence s'il le faut, les travailleurs d'Hollenstein d'aller s'exprimer aux assemblées générales, etc. La clique Marchais-Leroy-Kanapa-Catala n'est pas «pacifique» ou «non-violente», elle est social-fasciste et agit pour le compte du nouvel Hitler, Brejnev, qui veut imposer sa dictature sanglante au monde entier.

Nous, communistes marxistes-léninistes de France, n'avons pas d'affinité particulière pour la violence ; tout au contraire notre travail est une contribution à l'instauration du communisme dans le monde entier qui pourra seul assurer la paix. Mais nous connaissons la nature de la bourgeoisie et celle en particulier de la pire réaction constituée par la clique social-fasciste Marchais-Leroy-Kanapa-Catala, et nous savons que pour arracher leurs justes revendications, et à fortiori pour mener à la victoire la révolution prolétarienne dans notre pays, la classe ouvrière et les masses populaires devront recourir à la juste violence révolutionnaire, et doivent s'y préparer dès maintenant.

MESSAGES DES CDHR DE CHAMBERY AU CAMARADE AGRESSÉ PAR LES NERVIS DU P«C»F

Cher camarade,

Par notre quotidien de ce samedi nous avons appris avec indignation l'odieuse agression perpétrée par les sociaux-fascistes du P-C-F à l'encontre des travailleurs révolutionnaires qui participaient avec le Parti communiste marxiste-léniniste de France, interdit par la bourgeoisie et le P-C-F le 12 juin 1968, à la juste manifestation du 26 juin 1975 contre les licenciements et la répression anti-ouvrière.

Au nom des communistes marxistes-léninistes de notre ville, de tous nos amis et sympathisants, nous te souhaitons un prompt rétablissement, pour pouvoir reprendre le combat, notre combat pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

Sois assuré de notre profonde solidarité communiste. Sois sûr que ces pratiques fascistes des traitres à la nation et au prolétariat que sont devenus les dirigeants du P-C-F et leurs nervis seront vengées. Sois sûr que le combat que mène le peuple de France sous la direction de l'Avant-garde de notre pays nous renforcera toujours plus ici pour arracher la classe ouvrière au révisionnisme, pour combattre en faveur de l'indépendance nationale et de la révolution prolétarienne.

A bas le fascisme et le social-fascisme !
Vive l'Avant-garde prolétarienne de notre pays !
Assurément nous vaincrons !
Assurément les peuples du monde vaincrons !
Les communistes marxistes-léninistes de Chambéry

Quand un milliardaire du P«C»F passe devant la justice bourgeoise

Doumeng, PDG de la Coopérative vinicole de Longages (Haute-Garonne), PDG de l'Union viticole Midi-Pyrénées qui traite 250 000 hectolitres de vin par an, PDG de la Sica-Vins Midi-Pyrénées, PDG de la Compagnie Interagra, PDG de la Société Interagra, propriétaire de 4 000 ha dans le Sud-Ouest, propriétaire de deux fermes aux USA, etc., maître de Noël, conseiller général, membre du Comité central du P«C»F et dirigeant fondateur du MODEF, comparait le 30 juin devant la justice bourgeoise à Toulouse pour fraude sur les vins !

Doumeng avait en effet acheté 1 700 hectolitres de mouts concentrés italiens (!) pour enrichir la récolte 74 dont le degré, insuffisant à ce qu'il semble, rendait ce vin non commercialisable et le destinait donc automatiquement à la vinaigrierie.

Un vin non commercialisable se vendant 3 F le degré-hecto, la récolte aurait rapporté donc les 900 000 F. Alors qu'en ajoutant un moût concentré on obtenait ainsi un «vin» se vendant 8,60 F le degré-hecto (cours minimum) rapportant, en supprimant le coût des mouts italiens, environ 2 250 000 F. Soit par cette opération de concentration un gain d'environ 1 350 000 F !

Doumeng prétend que cela va dans la poche des coopérateurs. Mais en tant que dirigeant du MODEF pourquoi n'exige-t-il pas que le pouvoir dédommage les viticulteurs quand les intempéries rendent la récolte invendable ? Tout simplement parce que, grâce à sa démagogie «sociale», cela lui permet des opérations très lucratives.

Doumeng envoie les viticulteurs lutter contre les importations de vins italiens pour leur cacher les véritables sangues de la campagne qui ne se gênent pas, comme lui, pour importer ces mêmes vins prétendus «cause de tous les maux»...

On apprend aussi que pour calculer le paiement des récoltes aux 830 coopérateurs de Longages, Doumeng, qui se vante d'être à la pointe du progrès, utilise une méthode de mesure du degré-hecto datant du 15e siècle et qui le sous-estime... ce qui permet de rabioter un peu plus aux coopérateurs !

Doumeng trompe les petits viticulteurs en voulant leur sort à ses propres bénéfices, aussi s'entoure-t-il dans ses «sociétés» de quelques viticulteurs comme le vice-président de la cave de Longages qui a une vigne de 2 ha, ou comme son gérant ancien peut-être métayer !

Voilà comment Doumeng présente sa «défense» : «Laissez-moi faire mes petites affaires, sinon les petits viticulteurs en pâtiront et pourraient devenir méchants !» Il fait le silence total sur les revendications légitimes des viticulteurs, et pour cause ! Il veut les embarquer dans sa galère réactionnaire.

Bien entendu la justice bourgeoise ne demande qu'une très petite peine de 27 000 F d'amende alors qu'elle pouvait demander un an de prison ! Il est vrai qu'elle trouve en Doumeng l'un des siens, encore plus habile car il trompe des petits viticulteurs et sûr de lui car il demande carrément que son affaire passe à la cour de justice de la CRE !

A remarquer aussi que pendant le procès, pas un mot sur son parti, le P«C»F, et pas un article dans «L'Humanité», cela serait trop difficile à faire avaler aux petits paysans !

Voilà qui est vraiment probant quant à l'appartenance de classe des dirigeants révisionnistes. Voilà ce que nous devons démasquer aux yeux des petits paysans et de notre peuple, les dirigeants révisionnistes sont des ennemis acharnés et perfides de l'indépendance nationale et du socialisme !

Un camarade de Toulouse qui a assisté au procès le 30 juin 75

